

**FORMULAIRE DE DECLARATION DE DROITS DE VOTE**

**(Article 222-12-5 du Règlement général de l'AMF)**

|   |
|---|
| <p><b>AMF</b><br/>Autorités des marchés financiers<br/>Direction des Emetteurs<br/>17, place de la bourse<br/>75002 PARIS</p> <p>Tel : 01 53 45 62 48</p> <p>Fax : 01 53 45 62 68</p> |
|---|

• **Coordonnées de la personne chargée de suivre le présent dossier :**

- \* Nom et Prénom : M. Eric Castaldi, Directeur Financier
  - ✓ Tel : 04-97-24-53-02
  - ✓ Fax : 04-97-24-53-99

• **Société déclarante :**

- \* Dénomination sociale : NicOx S.A.
- \* Adresse du siège social : 1681 Route des Dolines - Taissounières HB4 - Sophia-Antipolis  
06560 - VALBONNE

\* **Marché Réglementé (Eurolist) :**

- Compartiment A
- Compartiment B
- Compartiment C

Nombre total d'actions composant le capital de la société déclarante : -----47 179 559

**Nombre total de droits de vote de la société déclarante :** -----47 165 625

**Nombre de droits de vote théorique global :** -----47 179 559

Ce nombre a été constaté le 28 février 2007. Il est précisé que 9 131 526 actions nouvelles ont été émises le 16 février 2007 suite à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Lors de la précédente déclaration en date du 30 janvier 2007, le nombre total de droits de vote au 29 janvier 2007 était égal à 38 047 074.

• **Présence dans les statuts d'une clause imposant une obligation de déclaration de franchissement de seuil complémentaire de celle ayant trait aux seuils légaux**

*(cette information n'est pas exigée par la loi, elle sera donc donnée sur une base facultative, l'objectif de l'AMF étant de pouvoir signaler aux actionnaires des sociétés admises sur un marché réglementé l'existence de telles clauses)*

- OUI *(si oui, joindre l'extrait des statuts reprenant cette clause et ensuite mettre à jour cette information)*
- NON

Fait à Sophia Antipolis, le 01 mars 2007,  
Signature :



Mr. Eric Castaldi  
Chief Financial Officer

# NicOx

Société anonyme au capital de € 9 435 911, 80

Siège social :

Taissounières HB4

1681 route des Dolines

Sophia-Antipolis

06560 - VALBONNE

R.C.S. GRASSE B.403.942.642

# STATUTS

*Mis à jour le 16 février 2007*

*Copie certifiée conforme,*



**Michele GARUFI**

**Président du Conseil d'administration et Directeur Général**

## **8. LIBERATION DES ACTIONS**

Les actions souscrites en numéraire lors de la constitution et/ou en augmentation du capital, doivent être libérées selon les règles fixées par la loi et les modalités exigées par l'assemblée générale extraordinaire ou les statuts.

## **9. FORME DES ACTIONS**

9.1. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à inscription dans les conditions légales et réglementaires.

9.2. La société pourra, à tout moment, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, des renseignements concernant les détenteurs des actions ou de titres conférant à terme le droit de vote dans les assemblées générales ainsi que la quantité d'actions ou de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les actions ou les titres peuvent être frappés.

## **10. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

10.1. La cession des actions et autres valeurs mobilières est libre et s'opère dans les conditions légales et réglementaires que le titre en cause soit inscrit au nominatif ou au porteur.

10.2. Sans préjudice des obligations d'information en cas de franchissement des seuils légaux prévus par l'article L.233-7 du Code de Commerce, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert,

Qui vient à posséder, de quelque manière que ce soit, au sens des articles L.233-7 et suivants du Code de Commerce, un nombre de titres représentant, immédiatement ou à terme, une fraction égale à 2 % du capital et/ou des droits de vote aux assemblées ou de tout multiple de ce pourcentage jusqu'à 50 % et ce, même si ce multiple dépasse le seuil légal de 5 % ;

Doit informer la société du nombre total de titres qu'elle possède par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social dans un délai de 5 jours de bourse à compter du franchissement de l'un de ces seuils, ou par tout

autre moyen équivalent pour les actionnaires ou porteurs de titres résidents hors de France.

Cette obligation d'information s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus chaque fois que la fraction du capital social et/ou des droits de vote possédée devient inférieure à l'un des seuils prévus ci-dessus.

En cas de non-respect des stipulations ci-dessus, les actions excédant le seuil donnant lieu à déclaration sont privées du droit de vote si cette privation est demandée par un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble ou séparément, 0,5 % au moins du capital et/ou des droits de vote de la société, dans les conditions visées à l'article L.233-7 sixième alinéa du Code de Commerce.

En cas de régularisation, les droits de vote correspondants ne peuvent être exercés jusqu'à l'expiration du délai prévu par la loi ou la réglementation en vigueur.

## ***11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS***

- 11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 11.2. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.
- 11.3. Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.
- 11.4. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.
- 11.5. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

## ***12. INDIVISIBILITE DES ACTIONS***

- 12.1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, un mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.